



## CHAPITRE 119

## CHAPTER 119

Loi modifiant la charte de la cité de Joliette      An Act to amend the charter of the city of Joliette

[Sanctionnée le 4 février 1960]

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Préambule

**A**T TENDU que la cité de Joliette a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 25-26 George V, chapitre 124, tel que modifiée par des lois subséquentes, soit de nouveau modifiée et qu'il lui soit accordé de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 233,  
a. 47,  
remp.  
pour  
la cité.

**1.** L'article 47 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 12 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Conseil municipal.

"**47.** Le conseil municipal est composé d'un maire et de neuf échevins élus en la manière ci-après prescrite. Le conseil peut cependant, par règlement, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, diminuer le nombre des échevins."

S.R.,  
c. 233,  
a. 48,  
remp.  
pour  
la cité.

**2.** L'article 48 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Preamble.

**W**HEREAS the city of Joliette has, by its petition, represented that it is in the interest of the proper administration of its affairs that its charter, the act 25-26 George V, chapter 124, as amended by subsequent acts, be again amended and that it be granted wider powers;

Whereas it is expedient to grant their prayer:

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R.S.,  
c. 233,  
s. 47,  
replaced  
for the  
city.

**1.** Section 47 of the Cities and Towns Act replaced, for the city, by section 12 of the act 25-26 George V, chapter 124, is again replaced, for the city, by the following:

Municipal council.

"**47.** The municipal council shall be composed of a mayor and nine aldermen elected in the manner hereinafter prescribed. The council may, however, by by-law, approved by the Lieutenant-Governor in Council, decrease the number of aldermen."

R.S.,  
c. 233,  
s. 48,  
replaced,  
for the  
city.

**2.** Section 48 of the Cities and Towns Act replaced, for the city, by section 13 of the act 25-26 George V, chapter 124, is again replaced, for the city, by the following:

Maire.

"48. Lors de l'élection de février 1961, le maire ne sera élu que pour un an, mais à compter de l'élection qui sera tenue le premier lundi juridique de février 1962, le maire est élu pour trois années, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

S.R.,  
c. 233,  
s. 49,  
remp.  
pour  
la cité.

3. L'article 49 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 14 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est remplacé par le suivant:

Échevins.

"49. A compter de l'élection qui sera tenue le premier lundi juridique de février 1962, les échevins sont élus en bloc pour la même période de trois années, par la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

Élection.

Toutefois, si lors de ces élections, la cité est divisée en quartiers à la suite d'un règlement adopté par le conseil, les échevins sont élus en bloc pour la même période de trois années, par la majorité des électeurs municipaux du ou des quartiers ayant voté."

Rotation.

D'ici l'élection de l'année 1962, trois sièges devenant vacants en février 1960, et trois sièges en 1961, il sera procédé de la façon suivante: en février 1960, trois échevins seront élus jusqu'à l'élection de février 1962 aux sièges numéros 3, 5 et 6; en février 1961, trois échevins seront élus jusqu'à l'élection de février 1962, aux sièges numéros 7, 8 et 9."

S.R.,  
c. 232,  
s. 173,  
remp.  
pour  
la cité.

4. L'article 173 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 27 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Date d'élection.

"173. A compter de l'année 1962, l'élection générale du maire et des échevins a lieu tous les trois ans, le premier lundi juridique de février, à moins que le conseil décide, par règlement, d'en changer la date pour la fixer au premier lundi juridique de novembre conformément aux dispositions de l'article 173b."

Procédure.

L'élection du maire et des échevins est tenue conformément aux dispositions ci-après."

"48. At the election of February 1961, the mayor shall be elected for one year only, but from and after the election which shall be held the first juridical Monday of February, 1962, the mayor shall be elected for three years by the majority of the municipal electors who have voted."

3. Section 49 of the Cities and Towns Act replaced, for the city, by section 14 of the act 25-26 George V, chapter 124, is again replaced by the following:

"49. From and after the election which shall be held the first juridical Monday of February, 1962, the aldermen shall be elected *en bloc* for the same period of three years, by the majority of the municipal electors who have voted."

But if, at such elections, the city is divided into wards following the adoption of a by-law by the council, the aldermen shall be elected *en bloc* for the same period of three years, by the majority of the municipal electors of the ward or wards who have voted."

From now until the elections of the year 1962, three seats becoming vacant in February, 1960 and three in 1961, the procedure shall be as follows: in February, 1960, three aldermen shall be elected to seats numbers 3, 5 and 6 until the elections of 1962; in February, 1961, three aldermen shall be elected to seats numbers 7, 8 and 9 until the elections of February, 1962."

4. Section 173 of the Cities and Towns Act replaced, for the city, by section 27 of the act 25-26 George V, chapter 124, is again replaced, for the city, by the following:

"173. From and after the year 1962, the general election for the mayor and aldermen shall be held every three years, on the first juridical Monday of February, unless the council shall decide, by by-law, to change the date thereof to the first juridical Monday of November, in conformity with the provisions of section 173b."

The election of the mayor and aldermen shall be held in accordance with the provisions hereinafter contained."

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la cité.

**5.** L'article 426 de la Loi des cités et villes, tel que modifié, pour la cité, par les lois 25-26 George V, chapitre 124, article 40; 10 George VI, chapitre 63, article 9, et 14 George VI, chapitre 92, article 3, est de nouveau modifié en ajoutant après le paragraphe 45°, les paragraphes suivants:

Sécurité  
des  
écoliers.

"46° Pour assurer l'ordre et la sécurité des écoliers dans le voisinage immédiat des écoles, à l'heure de la rentrée et de la sortie des classes, au moyen d'agents choisis en dehors des cadres de la police municipale; mais ces agents devront être agréés par le conseil et porter le costume qu'il prescrira; la rémunération de tels agents sera fixée par le conseil et payée par la cité;

Postes  
d'essence,  
etc.

"47° Pour prohiber l'installation de poste et de dépôt de substances pétrolières de quelque nature qu'ils soient d'ici le premier janvier 1962.

"48° Pour prohiber l'accumulation de ferrailles, de quelque nature qu'elles soient, d'ici le premier janvier 1962."

S.R.,  
c. 233,  
a. 472,  
am. pour  
la cité.

**6.** L'article 472 de la Loi des cités et villes, tel que modifié, pour la cité, par l'article 58 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est de nouveau modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 3°, le suivant:

Nuisance.

"4° Pour décréter que le fait de laisser ou de placer une roulotte ou autre véhicule sur un terrain aux fins de l'employer comme habitation ou établissement commercial, constitue une nuisance; et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent subsister une telle nuisance et pour prescrire les mesures propres à les en empêcher."

S.R.,  
c. 233,  
a. 526d  
am. pour  
la cité.

**7.** L'article 526d de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 72, est modifié en ajoutant après le premier paragraphe le suivant:

Achats  
faits à l'ex-  
térieur.

"1a. Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la cité de Joliette ou y faisant affaires, qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il lui soit apporté ou qu'il lui soit livré quelques biens mobiliers pour consommation ou usage dans le territoire de ladite

**5.** Section 426 of the Cities and Towns Act, as amended, for the city, by the acts 25-26 George V, chapter 124, section 40; 10 George VI, chapter 63, section 9, and 14 George VI, chapter 92, section 3, is again amended by adding thereto after paragraph 45, the following paragraphs:

R.S.,  
c. 233,  
s. 426, am.  
for the  
city.

"46. To ensure order and the safety of pupils in the immediate vicinity of schools, at the time of going to or returning from school, by means of constables to be chosen outside the ranks of the municipal police force; but such constables shall be approved by the council and wear such uniform as it may prescribe; the salary of such constables shall be fixed by the council and paid by the city;

Safety of  
pupils.

"47. To prohibit the installation of service stations and storage places for petroleum substances of any kind, hence the first of January, 1962;

Service  
stations,  
etc.

"48. To prohibit accumulation of iron scrap, of any type whatsoever, hence the first of January, 1962."

**6.** Section 472 of the Cities and Towns Act, as amended, for the city, by section 58 of the act 25-26 George V, chapter 124, is again amended, for the city, by adding thereto after paragraph 3, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 472, am.  
for the  
city.

"4. To decree that leaving or placing a trailer or other vehicle on any land to be used as a dwelling or as a commercial establishment, constitutes a nuisance; and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist and to prescribe appropriate measures to prevent them from doing so."

Nuisance.

**7.** Section 526d of the Cities and Towns Act, as enacted, for the city, by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 72, is amended by adding thereto after the first paragraph, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 526a,  
am. for  
the city.

"1a. Every person ordinarily residing within the territory of the city of Joliette or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said city of

Purchases  
outside  
territory.

citée de Joliette, doit immédiatement faire rapport au secrétaire-trésorier de la cité de Joliette en lui transmettant ou produisant la facture s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite cité sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la cité de Joliette."

Joliette, shall immediately report the matter to the secretary-treasurer of the city of Joliette, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which he may require and shall moreover pay to the said city, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of the city of Joliette."

Droits et privilèges de certains officiers municipaux.

**8.** Nonobstant les droits et privilèges accordés à certains officiers municipaux par le chapitre 235 des Statuts refondus de Québec, 1941, et amendements, et toute loi à ce contraire, le directeur général des services, le secrétaire-trésorier, l'assistant-secrétaire-trésorier et le chef de la police et des incendies, ne pourront être congédiés, ni leur traitement diminué, ni leurs fonctions abolies, sans un vote d'au moins les trois quarts des membres du conseil.

**8.** Notwithstanding the rights and privileges granted certain municipal officers by chapter 235 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and amendments, and any law to the contrary, the director general of services, the secretary-treasurer, assistant secretary-treasurer, and the chief of the police and fire departments shall not be removed, nor shall their salary be decreased or their duties abolished, without a vote of at least three-fourths of the members of the council.

Rights and privilege of certain municipal officers.

Fonds industriel autorisé.

**9.** Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, la cité est autorisée à créer un nouveau fonds industriel d'un montant n'excédant pas cinq cent mille dollars, pourvu que le ou les règlements en décrétant la création aient reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt, sauf que la majorité ayant voté sera toujours suffisante pour l'approbation par les électeurs-propriétaires. Si les approbations requises sont obtenues, le conseil de la cité est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à contracter un ou des emprunts dont le total n'excèdera pas cinq cent mille dollars, pour acquérir, à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles et, à consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seraient à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, à un prix de vente ou de location avantageux pour la cité et approuvé par la Commission municipale de Québec.

**9.** Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the city is authorized to establish a new industrial fund in an amount not exceeding five hundred thousand dollars, provided that the by-law or by-laws ordering the establishment thereof have received all the approvals required by law for loan by-laws, save that the majority of those who have voted shall always be sufficient for the approval by the elector-proprietors. If the required approvals are obtained, the council of the city is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to contract one or more loans the total of which shall not exceed five hundred thousand dollars, to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or lease immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries, the said immovables to be for sale or to let upon such conditions as it may determine, at a selling or leasing price advantageous to the city and approved by the Quebec Municipal Commission.

Industrial fund authorized.

Emploi  
du  
montant  
provenant  
des  
ventes etc.

Tout montant provenant de ces ventes ou louages ou du remboursement des prêts hypothécaires et de leurs intérêts devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la cité au même titre que les immeubles.

Acquisi-  
tion des  
immeubles  
hypothé-  
qués. etc.

Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, prise ou non en garantie, et ensuite les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Em-  
prunts.

Ces emprunts pour les fins du nouveau fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la cité pour ses fins municipales.

1957-58,  
c. 68, a. 7,  
am.

**10.** L'article 7 du chapitre 68 de la loi 6-7 Elizabeth II, est modifié:

a) en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa dudit article 7, les mots "du ministre des affaires municipales de Québec et";

b) en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du troisième alinéa dudit article 7, les mots "du ministre des affaires municipales de Québec et".

Contrat  
ratifié.

**11.** Le contrat de vente passé par la cité de Joliette à Conan Lévesque, le 5 janvier 1960 devant Me Armand

Any amount received from such sales or leases or from reimbursements of hypothecary loans and the interest thereon shall be used to extinguish the liabilities incurred by the city in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The city shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the city on the same basis as the immovables.

Employ  
of amount  
received  
from sales  
etc.

Should the city be obliged to protect its claim, it may acquire the immovables hypothecated in its favour, as well as the machinery, taken or not as guarantee, and afterwards resell or rent the same; the price of resale or the rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used only for the reimbursement of the said loans, unless the Quebec Municipal Commission authorizes the city to dispose otherwise of the same.

Acquisi-  
tion of  
immov-  
eables  
hypothe-  
cated.

Such loans for the purposes of the new industrial fund shall not affect the borrowing power of the city for municipal purposes.

Loans.

**10.** Section 7 of chapter 68 of the act 6-7 Elizabeth II, is amended:

1957-58,  
c. 68,  
s. 7, am.

a. by striking out, in the fourth and fifth lines of the first paragraph of the said section 7, the words "Minister of Municipal Affairs of Québec and the";

b. by striking out, in the second and third lines of the third paragraph of the said section 7, the words "the Minister of Municipal Affairs of Québec and of".

**11.** The deed of sale passed between the city of Joliette and Conan Lévesque on January 5th, 1960 before Me Armand

Contract  
ratified.

Lavallée, notaire, est par les présentes ratifié et confirmé à toutes fins que de droit.

Lavallée, notary, is hereby ratified and confirmed for all legal purposes.

Acquisition autorisée.

**12.** La cité est autorisée à acquérir de gré à gré ou par expropriation tous terrains ou immeubles quelconques nécessaires pour la réalisation du plan de construction de logements salubres ou pour toute autre fin qu'elle jugera nécessaire.

**12.** The city is authorized to acquire by agreement or by expropriation all lands or immoveables needed for the carrying out of a plan for the construction of sanitary dwellings or for any other purpose it shall deem necessary.

Acquisition authorized.

Démolition.

La cité, pour les mêmes fins, pourra démolir les habitations jugées insalubres, dangereuses ou de nature de taudis; préparer l'emplacement des nouvelles constructions, faire construire des maisons dont les plans auront été acceptés par le conseil et y aménager les services d'utilité publique.

For the same purposes the city may demolish dwellings deemed unsanitary, dangerous or of the nature of slums; prepare the site for new construction, have houses built the plans of which shall have been accepted by the council and equip the same with public utility services.

Démolition.

Détention des titres desdites propriétés.

La cité pourra détenir des titres sur lesdites propriétés, soit seule, soit conjointement avec les gouvernements supérieurs ou toute commission gouvernementale, provinciale ou fédérale, ou tout autre propriétaire.

The city may hold title to the said properties, either alone, or jointly with the higher governments or any government commission, provincial or federal, or any other proprietor.

Holding of the titles of said properties.

Vente, etc.

La cité pourra disposer desdits immeubles en les hypothéquant, les vendant, les louant, seule ou conjointement avec tous autres propriétaires ci-dessus désignés.

The city may dispose of the said immoveables hypothecating, selling or leasing them, either alone or jointly with any other proprietor above mentioned.

Sale, etc.

Emprunts.

A ces fins, la cité pourra emprunter, suivant les formalités des règlements d'emprunt, une somme ne dépassant pas trois cent mille dollars.

For such purposes the city may borrow, complying with the formalities governing loan by-laws, a sum not exceeding three hundred thousand dollars.

Loan.

Pouvoir d'emprunt non affecté.

Cet emprunt n'affectera pas le pouvoir général d'emprunt de la cité de Joliette pour fins municipales.

Such loan share not affect the general borrowing power of the city of Joliette for municipal purposes.

Borrowing power not affected.

Entrée en vigueur.

**13.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**13.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force